Recherches sur Diderot et sur l'Encyclopédie

54 | 2019

Diderot et l'argent

Encyclopedic liberty, Political Articles in the Dictionary of Diderot and D'Alembert, edited and with an introduction by Henry C. Clark

Translated by Henry C. Clark and Christine Dunn Henderson, Liberty Fund, Indianapolis, 2016

Gilles Gourbin

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rde/6428>

DOI : 10.4000/rde.6428

ISSN : 1955-2416

Éditeur

Société Diderot

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2019

Pagination : 317-323

ISBN : 978-2-9543871-6-1

ISSN : 0769-0886

Référence électronique

Gilles Gourbin, « *Encyclopedic liberty, Political Articles in the Dictionary of Diderot and D'Alembert*, edited and with an introduction by Henry C. Clark », *Recherches sur Diderot et sur l'Encyclopédie* [En ligne], 54 | 2019, mis en ligne le 01 décembre 2019, consulté le 30 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/rde/6428> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rde.6428>

Ce document a été généré automatiquement le 30 juillet 2021.

Propriété intellectuelle

Encyclopedic liberty, Political Articles in the Dictionary of Diderot and D'Alembert, edited and with an introduction by Henry C. Clark

Translated by Henry C. Clark and Christine Dunn Henderson, Liberty Fund, Indianapolis, 2016

Gilles Gourbin

RÉFÉRENCE

Encyclopedic liberty, Political Articles in the Dictionary of Diderot and D'Alembert, edited and with an introduction by Henry C. Clark. Translated by Henry C. Clark and Christine Dunn Henderson, Liberty Fund, Indianapolis, 2016

- 1 L'ouvrage est une volumineuse anthologie d'articles politiques de l'*Encyclopédie*, certains très brefs, comme *CORRUPTION PUBLIQUE (trois phrases), d'autres très longs, comme VINGTIÈME (une centaine de pages). Signé par Henry C. Clark, professeur au *Political Economy Project* de Dartmouth College depuis 2014, il semble avoir été principalement conçu à destination des étudiants, évoqués dès le début de l'introduction. Ce chercheur est surtout connu pour être l'auteur de *La Rochefoucauld and the Language of Unmasking in Seventeenth-Century France* (Droz, 1994) et le traducteur des *Pensées* de Montesquieu (*My Thoughts*, Liberty Fund, 2012).
- 2 En une brève introduction (p. xvii-xxiv), l'auteur expose lui-même combien ce recueil d'articles du *Dictionnaire raisonné* vise à combler un manque éditorial puisque, depuis 1900, deux publications de cette nature seulement ont paru en langue anglaise. Le plus récent n'avait d'ailleurs sélectionné que peu d'articles de philosophie politique (John Hope Mason and Robert Wokler, ed. and trans., *Political Writings*, by Denis Diderot, Cambridge, Cambridge University Press, 1992 ; voir le compte rendu d'Ann Thomson

dans *RDE* n° 15). De sorte que sur les 81 articles ici publiés, 13 seulement avaient été traduits en anglais et publiés jusqu'alors. De ce point de vue, Henry Clark peut prétendre à bon droit que son ouvrage est « unique » et qu'il offre un « panorama sur tous les aspects de la pensée et de l'imagination politiques de l'entreprise collaborative la plus ambitieuse du dix-huitième siècle » (p. xxiv). Disons-le d'emblée, le résultat est à la hauteur de cette ambition et il n'est pas douteux que cette anthologie remplira son office en dépit des inévitables limites de ce type de publication.

- 3 Tout d'abord, la présentation, élégante et ordonnée, permet un accès facile aux textes de l'*Encyclopédie* : les articles sont présentés volume par volume, accompagnés du rappel utile de leur date de parution ; les entrées sont directement traduites en anglais avec la mention de l'original entre parenthèses ; la reprise des alinéas de la première édition du *Dictionnaire raisonné* est globalement respectée ; les *errata* rédigés par les Encyclopédistes sont insérés, entre crochets, dans le corps du texte.
- 4 Ensuite, l'ouvrage est riche des divers outils qui permettent au lecteur profane une approche plus aisée et qui manquent trop souvent dans les publications de cette catégorie : un copieux index des matières et des personnes ; une bibliographie précise d'une dizaine de pages ; les références exactes des éditions précédentes en cas de reprise de traductions antérieures ; des notes de bas de pages souvent nécessaires et parfois en grand nombre ; une liste alphabétique des articles sélectionnés avec indication de leur rédacteur ; une présentation cursive de tous les contributeurs concernés ; une note sur les monnaies en usage dans le royaume de France ; une information sur l'édition retenue (1^{re} édition de Paris mise en ligne par ARTFL, entreprise à laquelle les deux traducteurs ont collaboré) ; enfin, une longue annexe précisant les écueils attendus d'une telle traduction et les principes que les deux chercheurs ont suivis, en particulier sur la vingtaine de vocables qui leur a paru présenter des difficultés spécifiques (« commerce », « état », « mœurs », « pays », « police », « puissance », etc.).
- 5 Les qualités de l'ouvrage reconnues, il convient d'examiner ses limites, certaines résultant de la nature même de l'exercice, d'autres provenant d'une relative légèreté éditoriale, voire d'une certaine désinvolture scientifique.
- 6 Dans la première catégorie, on peut ranger, bien entendu, le choix des articles retenus par les éditeurs. Épargnons-nous toutefois un procès facile : nous savons tous qu'il est impossible de mettre d'accord entre eux dix spécialistes d'un sujet quelconque qui s'efforcent de sélectionner des textes jugés prioritaires pour une anthologie. Comment, dès lors, pourrait-on y parvenir à partir des 165 articles du *Dictionnaire* dont le désignant comporte le terme politique ? Au reste, nous savons combien le seul critère du désignant est réducteur car la politique, dans l'*Encyclopédie*, se niche dans des entrées appartenant aux domaines les plus divers. Par ailleurs, il est certain que le choix des contributeurs est des plus pertinents : Diderot, Jaucourt et D'Alembert, bien entendu, mais également Mallet, Deleyre, Turgot, Quesnay, Saint-Lambert, Boulanger, D'Amilaville, d'Holbach, Véron de Forbonnais, Boucher d'Argis et Faiguet de Villeneuve. Enfin, Henry Clark ne commet pas l'erreur d'amputer les textes à la manière d'Alain Pons (*Encyclopédie*, Paris, J'ai Lu, 1963) qui ne reproduit, par exemple, que le maigre début de l'article DÉMOCRATIE dans son anthologie, altérant ainsi gravement le sens du propos. Malgré tout, si l'on peut comprendre l'absence de la grande contribution politique de Rousseau (ÉCONOMIE, *Enc.*, V, 337a-349a) au prétexte qu'elle est aisément consultable dans d'innombrables éditions de langue anglaise (p. xxii), l'argument ne

tient plus pour des articles aussi cruciaux que LUXE (*Enc.*, IX, 763b-771a), INTOLÉRANCE (*Enc.*, VIII, 843a-844b), PUISSANCE (*Enc.*, XIII, 556b-557b), PAIX (*Enc.*, XI, 768b-769a) ou MONASTÈRE (*Enc.*, X, 638a-638b). Certains choix, de surcroît, surprennent : le très bref SOCIÉTÉ CIVILE (*Enc.*, XV,

- 7 259a) retenu par Henry Clark ne saurait se substituer au substantiel SOCIÉTÉ (*Enc.*, XV, 252a-258b). On trouvera peut-être la raison à de tels choix dans la crainte de la place prise par des écrits trop volumineux. Certes. Toutefois, la justification se révélerait faible. D'une part, lorsqu'elle est mesurée et bien placée, la coupe constitue parfois un moindre mal à l'absence d'un texte majeur, ainsi que l'auteur l'a d'ailleurs pratiquée lui-même (par exemple pour les passages biographiques jugés trop longs de l'« Éloge de M. le Président Montesquieu »). D'autre part et surtout, nombre d'articles négligés, parmi les plus décisifs, sont fort courts. Ainsi, l'article de synonymes *BOURGEOIS, CITOYEN, HABITANT (*Enc.*, II, 370a) aurait pu éclairer bien des lecteurs, en particulier anglophones. Il en va de même pour CARACTÈRE *des sociétés ou corps particuliers* (*Enc.*, II, 666b) de D'Alembert ou pour RÉFUGIÉS (*Enc.*, XIII, 907a).
- 8 Concernant les difficultés inhérentes à la traduction du français des Lumières en anglais contemporain, il faut remercier les deux traducteurs du travail fourni pour leur souci constant de rester au plus près du texte et pour leur scrupule de restituer au mieux le sens du texte original. Ainsi, ils ne tombent pas dans le piège de rendre « mœurs », indistinctement, par « morals », « manners », « customs » ou « mores » ; ils s'efforcent de trouver, chaque fois, la correspondance la plus pertinente en fonction du contexte discursif (p. xlv). Et au moment de traduire « bicoque », dans DÉMOCRATIE, les éditeurs retrouvent fort heureusement le sens vieilli de petite ville disposant de défenses militaires fort précaires (p. 80). Reste que si le résultat est dans l'ensemble satisfaisant, il trahit, çà et là, une maîtrise de la langue française qui ne se hisse pas jusqu'à la compréhension de ses nuances les plus fines. Traduire « les vagabonds & gens sans aveu », évoqués par Boucher d'Argis (DROIT PUBLIC, *Enc.*, V, 136a) par le redondant « *vagabonds and vagrants* », tout en renvoyant en note au registre du droit féodal, révèle que le sens du syntagme n'est pas compris : des « gens sans aveu » sont ici des hommes sans moralité, susceptibles de troubler la tranquillité publique et qui méritent, selon les autorités du temps, le « grand renfermement », sans être pour autant des vagabonds (voir, par exemple, le reproche de la Faculté de la Théologie adressé à l'encontre de l'auteur des *Lettres persanes* : un « Ecrivain sans aveu », dans *Éloge de M. le Président Montesquieu*, *Enc.*, V, p. XV). Ou encore, au prétexte que « pouvoir » trouve son équivalent parfait avec « *capacity* » dans certains cas (« ceux qui ont le pouvoir de le faire » devient en effet, de façon pertinente, « *those who have the capacity to do this* », p. 116), il est douteux d'ériger cette équivalence en un principe universel pour certains écrits, notamment pour DROIT PUBLIC (p. xlvii). Ainsi, « [...] est confié aux puissances, la spirituelle & la temporelle, chacune selon l'étendue de son pouvoir » (*Enc.*, V, 136a) ne nous paraît pas être convenablement restitué par : « [...] *is entrusted to the two powers, spiritual and temporal—each according to the extent of its capacity* » (p. 116). Au demeurant, les traducteurs eux-mêmes font exception à leur propre règle lorsque, dans ce même article de Boucher d'Argis, ils rendent « pouvoir législatif » par « *legislative power* » (p. 115).
- 9 Ce que nous avons qualifié de légèreté éditoriale se rapporte à tout un ensemble de petites lacunes qui altère quelque peu l'impression de sérieux procurée par le recueil dans son ensemble. Ainsi, les notes sont parfois si évasives qu'elles en deviennent

inutiles. Par exemple, quand Diderot mentionne l'identité, établie par Hobbes, du sujet et du citoyen (CITOYEN, *Enc.*, III, 489a), l'éditeur se contente de renvoyer en note au *De Cive*, sans autre précision, à la différence de ce qu'il fait pour AIUS-LOCUTIUS (p. 3), avec un renvoi précis au *De Divinatione* de Cicéron : aurait-il été difficile de renvoyer les étudiants à *De Cive*, V, 11 ? Ou encore, pour éclairer le début de CONQUÊTE, (*Enc.*, III, 899b-901b), Henry Clark n'apporte en note que cette faible lumière : « *The reference is to Montesquieu* » (p. 68).

- 10 De façon générale, on peut reprocher à l'éditeur américain un manque de constance dans l'application de ses propres règles. Puisque l'ouvrage d'un auteur évoqué par un Encyclopédiste est le plus souvent indiqué en note, pourquoi alors ne pas mentionner l'ouvrage de Henri Morin (*Histoire critique du célibat*, Mémoires de l'Académie des Belles-lettres, t. IV), dont le nom apparaît à six reprises dans CÉLIBAT (p. 78-84) ? De la même manière, il est parfaitement compréhensible de ne proposer qu'une courte notice pour introduire un article, mais pourquoi n'accorder ce privilège qu'à la moitié d'entre eux ? N'aurait-il pas été préférable de proposer une brève introduction pour chacune des entrées retenues ? Non par simple souci d'uniformité formelle, mais parce que cette discrimination laisse entendre que certains articles ne méritent guère d'être présentés. Or qui croira que les articles TYRANNIE et RÉPUBLIQUE auraient moins besoin d'être explicités que MONARCHIE ABSOLUE et LOI ?
- 12 Au chapitre de la cohérence formelle, on ne comprend pas davantage certaines variations dans le choix des typographies employées : majuscules ou minuscules, droits ou italiques ? Par exemple, un renvoi de l'article ARITHMÉTIQUE POLITIQUE opte pour cette graphie : « *See Life* » (p. 10), alors que le texte français écrit : « *Voyez VIE* ». Puis, quelques pages plus loin, un renvoi de l'article BROWNISTES inverse le choix retenu : « *See INDÉPENDENTS* » (p. 25). Plus encore, l'éditeur américain conserve étrangement le français dans certains renvois, le plus souvent avec l'équivalent anglais entre parenthèses et, quelques fois, sans même proposer la traduction anglaise. Par exemple à la fin d'ARITHMÉTIQUE POLITIQUE : « HASARD [Chance], JEU [Game], PROBABILITÉ, COMBINAISON (Combination), ABSENT (Missing), VIE [Life], MORT [Death], NAISSANCE [Birth] ». De la même façon, pourquoi écrire en anglais (p. 138) le titre de Dubos (*Critical history of the establishment of the French monarchy in Gaul*) et laisser en français (p. 93) celui de La Mothe le Vayer (*L'Économique du prince*) ?
- 13 La bibliographie, nous en avons déjà loué l'éditeur, est riche et pertinente. Toutefois, sur un tel sujet, la philosophie politique dans l'*Encyclopédie*, on peut légitimement s'étonner de l'absence de références obligées à propos de l'un des auteurs les plus en vue du recueil, à savoir Diderot lui-même (près de 20 % du total des textes retenus). Il est ainsi curieux de constater, parmi la quarantaine de chercheurs mentionnés en littérature secondaire, l'oubli de Georges Dulac, de Gianluigi Goggi ou d'Anthony Strugnell, savants reconnus dont les études sur la politique de Diderot font autorité depuis quarante ans. Il est d'ailleurs remarquable que sur les quarante-deux études mentionnées, dix seulement sont publiées après 2000, lors même que les parutions sur la pensée politique de Diderot se sont multipliées depuis vingt ans.
- 14 Concernant les notes et les présentations, de nature philosophique ou historique, beaucoup sont pertinentes et plusieurs affichent une prudence louable dans les domaines où des incertitudes demeurent. Ainsi, pour VINGTIÈME, Henry Clark a bien raison de préciser que le texte est assurément de D'Amilaville avec, *peut-être* (« *perhaps* », p. 623), une contribution du co-directeur, quand nombre de

commentateurs s'en tiennent toujours à la position de Jacques Proust qui considèrerait que « toute la partie non technique de l'article » est due à Diderot (*Diderot et l'Encyclopédie*, Albin Michel, p. 488). Les travaux récents d'Emmanuel Boussuge ont rendu justice à la circonspection de l'éditeur américain, puisque le chercheur français est parvenu à établir, en 2017, que les quatorze cahiers sur lesquels l'article avait été transcrit, ont été remis par D'Amillaville à Diderot le 24 juillet 1765 et que ce dernier les a remis à Le Breton quelques heures plus tard seulement, ne lui laissant en rien le temps de remanier ce volumineux manuscrit (ce qui ne remet nullement en cause la surprenante proximité des idées politiques de Diderot et de « l'ami D'Amilaville »).

- 15 Ce scrupule scientifique connaît cependant des exceptions regrettables. On peut en donner deux rapidement. Dans l'ordre de l'imprécision historique, on relève cette approximation fâcheuse à propos du compagnonnage : « *The institution, and many of the customs cited by Faiguet de Villeneuve in this paragraph, were in fact abolished by the French Revolution, especially the Le Chapelier Law of 1791* » (p. 154, note 8). Or si la loi Le Chapelier visait directement toute forme de confrérie professionnelle, il est faux d'affirmer que la Révolution française, en tant que telle, a voulu abolir le compagnonnage. En effet, le décret d'Allarde d'avril 1791 que Le Chapelier a étendu par sa loi du 19 juin, concrétisait justement une très ancienne revendication des compagnons en mettant fin au système des corporations, sans toucher pour autant au compagnonnage. Ajoutons d'ailleurs que la loi Le Chapelier, en dépit de son intention, n'a jamais pu empêcher le maintien des sociétés de compagnonnage. Il aurait donc fallu écrire, non pas « *in fact* », mais plutôt « *theoretically* ». Concernant les imprudences historiques, on s'étonne également d'une affirmation qui relèverait plutôt, c'est le cas de le dire, du propos de comptoir : « *at this time, French taverns were more likely to feature violence, prostitution, and other disorders than their English counterparts* » (p. 173, note 13). L'historiographie, ici, date un peu. Plusieurs travaux, depuis ceux de Thomas Brennan (*Public Drinking and Popular Culture in Eighteenth Century Paris*, Princeton University Press, 1988), montrent que les tavernes et les cabarets étaient loin de se réduire à des lieux de désordres et de délits permanents ; ils constituaient, tout au contraire, des espaces animés de multiples procédures d'autorégulation populaire. L'idée que les cabarets français engendraient plus de violences et de crimes que les tavernes anglaises se rapproche davantage du stéréotype qui flatte une certaine fierté nationale, stéréotype qui s'est construit à la fin du XIX^e siècle, aux États-Unis, chez des auteurs comme Edward Field (*Colonial Tavern*, 1897) ou Samuel Adams Drake (*Old Boston taverns and tavern club*, 1917) pour lesquels les tavernes deviennent un objet d'idéalisation patriotique (voir sur ce point les recherches éclairantes de Mathieu Perin, historien à l'Université des Trois-Rivières).
- 16 Pour autant, il nous faut y insister pour conclure, les qualités de l'ouvrage contrebalancent facilement ses rares insuffisances et obligent à souhaiter que cette anthologie rencontre de nombreux lecteurs.

AUTEURS

GILLES GOURBIN

Université de Lorraine